

## **Ce que nous avons entendu**

*« Notre groupe est né à partir de la croyance et de la reconnaissance qu'en travaillant ensemble, les Premières Nations peuvent mieux réaliser leurs objectifs visant à créer des milieux durables ainsi que des économies locales et des communautés saines. »*

### **Apprendre à connaître les groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques**

- Les participants représentent des groupes terrestres et côtiers, des Premières Nations membres de deux groupes, et une organisation qui a été approchée par le passé au sujet de la mise sur pied d'un groupe. Certains groupes ont seulement quelques membres, tandis que d'autres en ont plus de 20.
  - Certains font face à des problèmes environnementaux causés par l'étalement urbain ou l'exploitation d'industries ou de ressources. *« Le développement économique a des répercussions négatives : des enjeux toxicologiques et des enjeux liés à l'habitat au sein de l'industrie et des ports. »*
- Les participants comprennent clairement que le financement du programme n'assumera que les activités principales : les salaires et les frais de location. Les activités réelles sont financées par les partenaires ou par l'intermédiaire des possibilités concurrentielles.
  - Les groupes utilisent diverses approches pour élaborer des plans de travail annuels : un participant déclare que son groupe donne ses plans de travail aux membres environ six mois à l'avance afin qu'ils participent au processus, alors qu'un autre groupe ne sollicite pas autant la participation des membres parce que le plan de travail change peu d'une année à l'autre. *« Nous voulons seulement assurer notre financement de base, pour permettre à quelques personnes de répondre aux problèmes. »*
- Deux groupes éprouvent des difficultés internes, y compris le retrait d'une Première Nation membre. Cependant, la majorité des groupes disent avoir d'étroites relations de travail avec les Premières Nations. *« Nous ne faisons jamais de recherches scientifiques indépendantes : nous collaborons toujours avec au moins une autre Première Nation membre. »* Deux groupes collaborent également au moyen d'un protocole d'entente afin d'aborder les enjeux généraux communs. *« Nous travaillons ensemble pour respecter les lois des 13 provinces et territoires et pour répartir nos finances de façon stratégique afin d'atteindre les objectifs de notre plan de travail. Nous ne voulons pas mettre plus d'effort dans une zone qu'une autre ou avoir deux cartographes géographiques. »*

### **Personnel et savoir-faire**

*« On nous dit que notre devoir est de "travailler jusqu'au point de perdre nos emplois" pour que les Premières Nations puissent profiter de nos compétences. »*

- En général, les groupes qui participent au programme ont tout le personnel ou une partie du personnel suivant : directeur administratif ou administrateur, biologiste, technicien des pêches, planificateur de l'utilisation du milieu marin, surveillant de la collecte de données et coordonnateur des communications. De nombreux groupes ont plusieurs biologistes ou

membres du personnel technique, mais ces derniers ne sont pas nécessairement financés dans le cadre du programme. Un groupe a un coordonnateur des effets cumulatifs.

### **Comprendre vos services et le potentiel de la prestation des services**

- Les services communs aux groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques comprennent des activités techniques sur le terrain comme : l'évaluation des stocks, la surveillance des prises, la collecte des données (ce qui comprend les pêches récréatives) et la restauration d'habitats. Des groupes offrent également de nombreux services hors du terrain, comme la coordination des connaissances traditionnelles, la planification de l'utilisation du milieu marin, le recrutement des jeunes, une aide pour préparer les soumissions aux examens législatifs, et l'analyse de politiques.
- La plupart des groupes disposent d'une expertise et d'équipements techniques coûteux qui sont accessibles à tous les membres. Un groupe est en train d'élaborer une approche de gestion collaborative pour la pêche du crabe et souhaite l'appliquer à d'autres pêches.
- Les groupes participent à la fois à des projets des milieux marins et d'eau douce. Certains ont des réunions techniques mensuelles pour résoudre des problèmes communs. *« Les membres discutent de leurs priorités collectives, ainsi que des priorités individuelles quand ils pensent que le groupe pourrait apporter son aide. »*

### **Définition des services : Besoins en matière de capacité technique**

*« Nous participons à toute une gamme de services, mais aucun d'entre eux ne fait partie de notre accord dans le cadre du programme ».*

- Les participants ont ajouté un éventail de services à la liste des services communs qu'ils aimeraient offrir s'ils avaient la capacité technique : un système d'information géographique et cartographique, des approches pour les effets cumulatifs, de la recherche côtière/estuaire, la restauration de l'habitat, la revitalisation des traditions et de la culture, la sécurité alimentaire, et la reconstitution du droit et des connaissances autochtones dans la gestion des pêches.
- Les groupes veulent davantage de biologistes, de scientifiques et de membres du personnel technique. Ils veulent aussi établir une base pour améliorer le secteur des sciences, qui n'est pas « restreint par la politique du jour », et le rendre plus éthique. *« Des examens scientifiques par les pairs qui ne peuvent pas être rejetés par le gouvernement. »*
- Les groupes souhaitent embaucher ou former des planificateurs de l'utilisation du milieu marin, des gestionnaires des pêches, des techniciens d'intervention en mer, des animateurs, des rédacteurs de propositions et des directeurs. *« Nous avons besoin de dirigeants et de personnel sur le terrain qui sont engagés et souhaitent réellement discuter avec notre peuple. »* Ils aimeraient aussi un bassin de candidats pour la relève.
- Plusieurs groupes souhaitent participer davantage à d'autres activités concernant les ressources naturelles et l'environnement. *« Nous avons besoin de financement pour surveiller les industries dans notre communauté. On examine les répercussions aux mauvais moments de l'année, ou on les ignore complètement. »* Bien qu'il existe un certain intérêt pour les activités concernant les espèces en péril, elles sont actuellement considérées comme des activités secondaires et il faut accroître la gestion des pêches, la conformité et l'application de la loi.
- Il y a beaucoup de soutien pour les programmes de mobilisation des jeunes et les programmes d'éducation, surtout au niveau communautaire. *« Nous devons éduquer nos membres dans les domaines prioritaires. Je veux une équipe de professionnels de la*

*communauté qui détiennent un diplôme universitaire. » Il y a également un intérêt à l'égard de la préparation aux situations d'urgence, pourvu que l'équipe soit bien formée et équipée pour gérer les incidents en mer et en eau douce de même que les activités de recherche et de sauvetage.*

### **Financement de la prestation des services : Besoins et options**

*« Avec la réconciliation, il pourrait y avoir de nouvelles sources de financement de la part du gouvernement, comme de nouveaux fonds pour la conservation et de nouvelles taxes sur l'utilisation des ressources. »*

- Les participants décrivent en détail les besoins professionnels et financiers de leurs groupes. Ces besoins consistent aussi à déterminer le nombre et le type de personnel technique dont les groupes ont besoin pour fournir des services précis, ainsi que les estimations de salaire. *« Je suis reconnaissant du financement, mais nous avons besoin de plus encore. Nous sommes forcés de chercher de l'aide extérieure pour tout accomplir : la restauration des habitats, l'évaluation des stocks et les travaux des biologistes. »* Selon une personne, l'entretien de l'équipement est une priorité. Selon une autre, les évaluations juridiques et les spécialistes en formation sont des priorités plus importantes. Une autre personne, quant à elle, préférerait mettre l'accent sur les animateurs et les coordonnateurs de la logistique.
- Les participants ont de la difficulté à obtenir des fonds fédéraux externes. *« Il y a énormément de besoins à l'heure actuelle, mais nous n'avons pas la capacité de répondre dans les échéanciers donnés. On nous a donné deux semaines pour élaborer une proposition pour le Fonds de restauration des côtes, et il n'y avait pas suffisamment de temps pour rassembler les Premières Nations. »*
  - Un participant déclare que les voies de financement de la Commission du saumon du Pacifique n'arrivaient pas à son groupe. *« [Le Ministère] ne devrait pas toucher à ce fond. »*
- Les participants peuvent recevoir du financement des sources suivantes : fonds spéciaux et programmes d'organismes fédéraux et provinciaux, fondations et autres groupes philanthropiques, partenariats public-privé, groupes universitaires et recettes autonomes. Certains groupes cherchent à démarrer des activités de développement économique ou à en tirer parti, ou encore à compenser les besoins du groupe en matière de financement. Des groupes tirent profit de la recherche d'autres organismes, y compris les travaux des universités et des organisations philanthropiques, pour réaliser des économies.
  - Un participant pense que les services d'intervention d'urgence devraient être financés par les compagnies ferroviaires et de transport maritime, les autorités portuaires et les industries concernées. *« Il faudrait une certaine allocation payée par l'industrie pour financer des interventions en cas d'urgence sur l'ensemble de la côte ».*

### **Comprendre les relations**

*« Nous devons favoriser de bonnes relations de travail avec les entreprises et le gouvernement ».*

- Les participants interagissent avec de nombreux employés de Pêches et Océans Canada, principalement des conseillers aux affaires autochtones, des directeurs régionaux ou des programmes, des directeurs de secteur, des gestionnaires des pêches (p. ex. des coordonnateurs des espèces et des responsables de l'évaluation des stocks) et des gestionnaires de l'habitat. Ils ont très peu d'interaction avec les scientifiques de la Station biologique du Pacifique. Un groupe interagit avec les agents de Conservation et Protection,

car ils travaillent avec les gardiens du groupe. *« Quelqu'un est venu nous voir le mois dernier pour discuter du programme des gardiens, mais aucun de nos gardiens n'est financé par des programmes [ministériels]. »*

- Les participants ont également des relations de travail avec d'autres organismes fédéraux et provinciaux, ainsi que des organisations non gouvernementales et universitaires. Par exemple, plusieurs participants travaillent en étroite collaboration avec le ministère des Forêts, des Terres et de l'Exploitation des ressources naturelles dans la planification de l'utilisation du milieu marin pour définir des zones environnementales et des plans de protection des pêches. D'autres ont commencé à établir des relations avec Environnement et Changement climatique Canada, Transports Canada, la Garde côtière canadienne et Oceans Network Canada à la suite d'examen législatifs et du Plan de protection des océans.
- Quelques groupes ont eu de l'aide de plusieurs organismes fédéraux pour étudier les enjeux marins, comme le Bureau de gestion des grands projets. *« Il faut mettre sur pied un autre organisme afin de traiter les enjeux aquatiques pour le Bureau de gestion des grands projets, ce qui est un gaspillage d'argent. »*
- Un participant affirme que son conseil aimerait voir une relation plus directe entre les gouvernements dans le cadre du Programme de gestion des ressources aquatiques et océaniques.

### **Participation aux processus décisionnels**

*« Lorsque la pêche commence et quand elle s'arrête - c'est la seule chose à négocier. »*

- Les données et connaissances traditionnelles de la plupart des participants ne sont pas prises en compte dans la prise de décisions du Ministère. *« Il n'y a aucun intérêt. »* Un groupe a fourni au Ministère cinq pages d'information mesurée et réfléchie aux fins d'intégration dans un plan de gestion intégrée des pêches, mais *« ce document n'a aucunement été pris en compte »*.
- Un groupe *« commence graduellement à voir »* ses travaux dans les documents et les décisions du Ministère, mais cela n'a commencé que lorsqu'il a parlé de la science occidentale pour renforcer les connaissances traditionnelles. *« Nous avons passé les 18 derniers mois à réanalyser des données conjointes, seulement pour confirmer ce que nous savions déjà il y a 10 ans. »* Un autre groupe affirme qu'un dénombrement de la pêche vivrière a apporté certains changements pour l'une de ses Premières Nations membres.

### **Savoir et contributions autochtones**

*« Nous avons besoin de traduire les connaissances et lois traditionnelles en quelque chose que la science et les lois occidentales peuvent comprendre. »*

- Les participants ont recueilli beaucoup de connaissances traditionnelles. Un, en particulier, collabore avec l'Université de Victoria pour recueillir des histoires et des lois traditionnelles pour renforcer leur position dans les ententes. Un autre a conclu des ententes pour conserver des données au nom de deux de ses Premières Nations. *« Nous avons trouvé comment publier les connaissances traditionnelles d'une manière qui convient aux Premières Nations. »* Un autre groupe fusionne ses cartes de connaissances avec celles d'un système d'information géographique.

- Les participants s'attendent à ce que les connaissances traditionnelles soient respectées par le Ministère et influencent la prise de décision. « *Les connaissances traditionnelles devraient avoir plus d'importance, car elles sont essentielles pour créer la base des droits.* »
  - Un participant affirme que des représentants de la direction du Ministère sont inclus dans la correspondance afin de s'assurer que les connaissances traditionnelles sont reconnues. « *Nous avons connu un certain succès concernant les questions liées aux pêches alimentaires, sociales et rituelles, y compris des recherches et des fermetures de pêches. Nous recevons souvent des "non", mais les réponses deviennent plus positives quand nous parlons à la haute direction.* »
  - Un autre groupe affirme que son projet de collecte de connaissances traditionnelles a été interrompu, car il a été intégré au Programme de protection des océans; il a donc dû présenter une nouvelle demande.

### **Apporter des améliorations au programme**

« *Nous voulons que le financement des programmes du gouvernement soit équitable pour toutes les Premières Nations, et une assurance que le financement arrivera plus rapidement.* »

- Les participants soulignent les lacunes du programme dans le passé et les améliorations à apporter. Par exemple :
  - Le processus global n'a pas toujours pris en compte les différences culturelles ou géographiques, ce qui a donné lieu à des regroupements inappropriés. « *C'était une sorte de mariage de convenance pour nous. Il y a des synergies et des préoccupations communes d'un point de vue général, mais nos priorités ne sont pas vraiment traitées par notre groupe.* » Un participant pense que le programme devrait être plus souple pour permettre l'atteinte des objectifs communs grâce au regroupement, et les objectifs géographiques individuels sans ce processus.
  - Un participant indique que le Ministère l'a approché pour discuter de la possibilité de créer un groupe de ressources aquatiques, mais des représentants ont ensuite indiqué qu'il n'y avait pas assez de fonds pour ce projet. « *Pourquoi donc nous en avoir parlé?* »
  - L'argent reçu dans le cadre du programme arrive trop tard dans l'année. « *J'élabore le plan de travail en avril et en mai, mais nous ne recevons pas de financement avant l'automne.* » L'absence de financement en temps opportun crée des problèmes, comme la conservation du personnel. « *Vous ne pouvez pas être un employeur idéal quand votre personnel ne reçoit pas de paye une ou deux fois par année.* » Les participants aimeraient également que le financement soit équitable entre les groupes.
  - Le financement de programmes n'est pas toujours uniforme. « *C'est un problème avec les programmes du gouvernement – celui-ci est d'accord avec les taux pour la première année, puis les remet en question l'année suivante.* » La production de rapports est également pénible. On a aussi demandé à quelques participants de rendre compte de toutes leurs sources de financement, même celles qui ne proviennent pas du gouvernement fédéral.
  - Selon un participant, le Ministère lui a demandé de fournir ses commentaires sur l'avenir du programme lors d'un examen, « *mais il n'y a eu aucun changement* ».
- Quelques-uns de participants aimeraient voir une plus grande synergie entre les programmes autochtones du Ministère. « *Les Premières Nations membres devraient discuter plus souvent avec leurs groupes de gestion des ressources aquatiques et des océans afin de mieux planifier les projets de la Stratégie relative aux pêches autochtones,*

*afin de traiter les enjeux les plus importants. » Les participants aimeraient aussi communiquer plus régulièrement avec les représentants du Ministère. « Nous avons travaillé avec un représentant qui n'a jamais visité la communauté – pas une seule fois. Il faut changer cette mentalité de "nous et eux". »*

- Bien qu'ils ne veuillent pas que le Ministère leur « vole » des personnes encadrées et formées au fil des ans, les groupes voient la valeur d'avoir des employés autochtones à Pêches et Océans Canada. « *Bien que nous n'ayons pas une excellente relation avec le Ministère, nous en avons une avec Conservation et Protection, car un de ses employés est membre de la communauté.* » Ils croient aussi que les échanges culturels ont une influence profonde sur la relation entre le Ministère et les communautés des Premières Nations.

### **Définition de la réussite**

*« Si l'objectif est d'avoir une plus grande autorité juridique, nous devons commencer à apprendre les rouages. »*

- Les participants croient que la réussite du programme se concrétisera lorsqu'il y aura une cogestion des ressources. Selon eux, la collaboration est essentielle à l'atteinte de cet objectif. Un participant note également l'importance de s'éloigner du système actuel de rapports et de financement afin d'atteindre la cogestion. « *Nous rédigeons des rapports sur une liste de contrôle. Nous avons besoin d'indépendance pour concevoir nos propres projets et budgets.* »
- Les groupes aimeraient avoir un financement équitable, accessible et uniforme dans le cadre du programme, ainsi qu'une nouvelle souplesse dans leurs accords, afin d'être en mesure de traiter les besoins de leurs membres à mesure qu'ils surviennent.
  - Les priorités précises qui définiront le succès comprennent : l'atteinte des besoins alimentaires, sociaux et rituels des Premières Nations membres; le développement des compétences dans les communautés; la formation et l'éducation pour atteindre des normes professionnelles; la satisfaction des membres; la préparation pour l'avenir; la capacité de transmettre les connaissances traditionnelles; une structure de programme moins paternaliste; un personnel bien formé qui veut rester; la gestion écosystémique; et le retour aux méthodes traditionnelles.

### **Mesurer le rendement**

*« Au bout du compte, le rendement est mesuré par les Premières Nations. Elles ne sont pas préoccupées par le plan de travail annuel, mais par le plan à long terme de leur communauté concernant le milieu marin; cependant, l'objectif est d'harmoniser ces deux plans. »*

- Les participants mesurent le rendement à court et à long terme : ils remplissent leurs plans de travail chaque année, et atteignent des objectifs définis dans leurs plans stratégiques. L'atteinte des objectifs stratégiques plus vastes est la priorité la plus importante pour les groupes.